

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Pierre-Bacher-Sortir-du-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Pierre Bacher : « Sortir du nucléaire non, merci ! »**

15 janvier 2004

Pierre Bacher : « Sortir du nucléaire non, merci ! »

La future loi sur l'énergie n'est pas encore publiée que pro et antinucléaire s'affrontent déjà. C'est au tour de Pierre Bacher, président du groupe régional de la Société française d'énergie nucléaire, de s'exprimer dans nos colonnes. Il estime que « la France ne doit pas sortir du nucléaire ». Pour le président de l'antenne régionale de la société savante, le temps est même venu « de commander un premier EPR », comme, souligne-t-il, vient de le faire la Finlande, « à l'issue d'une rude compétition avec les constructeurs américains et russes ». Pour autant, le président régional de la Société française d'énergie nucléaire ne limite pas son propos à ce projet.

« La France ne doit pas sortir du nucléaire. Le risque majeur, pour nos propres enfants et petits-enfants n'est pas le nucléaire mais le changement climatique, provoqué en grande partie par la combustion des combustibles fossiles. Grâce à l'hydraulique et à nos centrales nucléaires, dont le fonctionnement est exemplaire, la France est, avec la Suède, le pays européen qui rejette le moins de gaz à effet de serre : dix fois moins que le Danemark par kWh d'électricité », détaille-t-il.

L'éolien trop cher ?

Saluant « l'initiative du gouvernement de soumettre à concertation le livre blanc sur les énergies », l'ancien directeur délégué de l'équipement d'EDF - qui a participé au programme électronucléaire des années 70 - ne partage pas l'ensemble des commentaires du fameux ouvrage.

S'il se montre favorable à « la maîtrise de l'énergie dans l'habitat », il est, en revanche, plus nuancé sur le développement des énergies renouvelables et s'en explique : « Nous sommes plus mitigés sur cet aspect.

Tout ce qui concerne l'énergie solaire doit être développé car nous avons accumulé un retard important par rapport aux pays nordiques. C'est un fait.

Concernant la production d'électricité par des moyens hydrauliques, il nous paraît difficile d'exploiter de nouvelles possibilités dans ce domaine tant, tout ce qui pouvait être exploité, l'a été. Enfin, nous ne sommes pas favorables au développement de l'énergie éolienne : nous pensons qu'elle aura une contribution faible et que son coût sera deux fois plus cher qu'avec des énergies classiques. Et lorsqu'il n'y a pas de vent, comme cet été au plus fort de la canicule, il n'y a pas d'électricité produite ! », martèle-t-il.

Le maintien de l'option nucléaire

La solution passe donc, pour Pierre Bacher et la SFEN, par « le maintien de l'option nucléaire » : « Il faut qu'aux alentours de 2015-2020, nous puissions mettre en fonctionnement des réacteurs de 2e génération comme le PWR de Belleville ou de 3e génération comme l'EPR. Cette dernière option nous permettrait de posséder une tête de série toujours nécessaire dans ce domaine ».

Ce choix se justifie, selon Pierre Bacher, pour trois raisons :

« l'augmentation de la consommation d'électricité de 2,1 % », la fin d'une « situation de surproduction » et, enfin, parce que « Sortir du nucléaire nous ferait perdre une situation enviable » pour le rejet des gaz à effet de serre et « nous rendrait totalement dépendant du Moyen-Orient et de l'Asie centrale pour notre approvisionnement énergétique ».

Le débat continue.

Francis ZIEGELMEYER

La Société française d'énergie nucléaire

La Société française d'énergie nucléaire est une association qui regroupe 4 000 membres « s'impliquant dans des évolutions techniques, économiques et sociétales, nationales et internationales, du nucléaire civil ».

L'association compte trois pôles d'activité : « Scientifiques, techniques et économiques pour le développement, le maintien et la transmission des compétences », « d'information et de communication vis-à-vis des décideurs et du public », et internationale pour « la création et le maintien d'un réseau de relations et le rayonnement des techniques et des compétences françaises ».

En 2003, elle a organisé, notamment, « 33 débats contradictoires sur le nucléaire et la politique énergétique à Paris, en région, en relation avec le débat national sur les énergies ».